



Le gouvernement s'engage dans une escalade des plus dangereuses en assumant son refus de répondre aux revendications, en confirmant l'ensemble des contre-réformes à venir (retraites par points, assurance-chômage...) et en s'enfermant dans une dérive autoritaire.

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires s'indignent et condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par une violente répression policière aux revendications qui continuent de s'exprimer dans tout le pays.

De ce point de vue, les mesures annoncées par le Premier ministre, lundi 7 janvier, sont inacceptables : la stratégie de la radicalisation portée par le gouvernement ouvre une situation lourde de dangers pour les libertés démocratiques, en particulier pour la liberté de manifester qui ne saurait être restreinte, sous quelque prétexte que ce soit.

Les URIF CGT FO FSU Solidaires considèrent que le « *grand débat national* » avancé par l'exécutif comme la réponse démocratique à la crise actuelle n'a en réalité pour seul objectif : le légitimer afin de l'aider à poursuivre sa politique de casse sociale. En ce sens, les organisations syndicales n'ont pas à participer au « *grand débat national* ».

L'heure n'est pas à la « concertation » mais à la riposte syndicale interprofessionnelle et à la mobilisation pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale :

- **Arrêt de la répression policière**
- **Hausse immédiate du SMIC à 1800€**
- **Augmentation générale des salaires et des pensions**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**
- **Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Développement de tous les services publics sur tous les territoires**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE**
- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron »...)**

Les URIF CGT FO FSU Solidaires appellent les salariés, les retraités, les privés d'emploi, à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire pour obtenir satisfaction sur les revendications, y compris par la grève, pour plus de justice sociale et fiscale.

Montreuil, 9 janvier 2019